

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.

Le Poulailon
42460 Sevelinges

Références : UiD4243-EAR-025-198
Code AIOT : 0006103500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A. implanté Le Poulailon 121 Chemin de la teinturerie 42460 Sevelinges. L'inspection a été annoncée le 17/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE SA.
- Le Poulailon, 121 Chemin de la teinturerie, 42460 Sevelinges
- Code AIOT : 0006103500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans la teinture sur fil et sur pièces, mais également dans les apprêts pour tissus.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 Combustion
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Autosurveillance	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
10	Nouvelle activité	Code de l'environnement du 29/12/2023, article 181-46-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
12	Registre MCP	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Demande d'action corrective	3 mois
20	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 4.2.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception du réseau de forages	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.1	Sans objet
2	Nature et fréquence d'analyse	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.4	Sans objet
3	Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.7	Sans objet
4	Repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
5	Nivellement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
6	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
7	Autosurveillance	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 5	Sans objet
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
11	Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1	Sans objet
13	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Sans objet
14	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	Sans objet
15	Mesure périodique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.2.1	Sans objet
16	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III	Sans objet
17	Evaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
19	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Vis-à-vis des prescriptions examinées, la visite a permis de constater que l'exploitant réalise une surveillance des rejets selon les fréquences prescrites. Des non-conformités ont été relevées pour lesquelles l'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception du réseau de forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site seront définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nombre de forages (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont), • leur lieu d'implantation • leur profondeur • leur coupe technique prévisionnelle (conception, équipement, protection) • leur coupe géologique prévisionnelle <p>Cette définition du réseau de forages sera soumise à l'inspection des installations classées pour validation. En l'absence d'impact sur les forages implantés en aval hydraulique, le forage amont pourra ne pas être réalisé après avis de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°14 (observation) :</u></p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fera parvenir à l'inspection les éléments de l'étude hydrogéologique réalisée, qui a permis de définir les emplacements des ouvrages, ainsi que leurs coupes techniques et géologiques.</p> <p>Constats :</p> <p>Les échanges avec l'exploitant, mais aussi le bureau d'études ayant réalisé le forage des ouvrages (échange téléphonique après l'inspection) ont permis de comprendre qu'une étude hydrogéologique n'a pas été formellement réalisée.</p> <p>L'exploitant s'est appuyé sur la topologie du site, le réseau hydrographique de la zone et le tracé de la canalisation de transfert des effluents industriels pour définir le réseau d'implantation des piézomètres qui a été soumis pour avis à l'inspection. Pour rappel, la mise en place des piézomètres a été imposée suite à la rupture de la canalisation de transfert en mai 2022.</p> <p>Les premiers résultats transmis semblent montrer que le réseau mis en place est adapté à l'objectif recherché.</p>

Par courrier électronique du 16 mai 2025, le bureau d'études ayant réalisé le forage des ouvrages a adressé les coupes de ces derniers à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature et fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en périodes de hautes eaux et de basses eaux.

- Hydrocarbures totaux
- Métaux (Cu, Cr)
- Nonylphénols
- Composés perfluorés (*)

Ils sont complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols et dans les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur le site.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

(*) : Pour le cas des composés perfluorés, ces paramètres pourront ne pas faire l'objet d'analyses dès lors que l'exploitant est en capacité de justifier que le début de fuite de la canalisation est survenu après un arrêt définitif de l'utilisation des produits en contenant.

Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°15 (non-conformité) :

La fréquence trimestrielle imposée par l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2022 n'est pas respectée. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit veiller à planifier les campagnes de prélèvements nécessaires pour que la fréquence imposée soit respectée.

Constats :

En réponse à la non-conformité relevée lors de la précédente inspection, l'exploitant a, par courrier électronique du 31 juillet 2024, informé l'inspection qu'une commande a été passée auprès d'un laboratoire extérieur pour la réalisation des analyses selon les fréquences imposées.

A la date de la visite objet du présent rapport, 3 campagnes d'analyses ont été réalisées depuis la précédente inspection : septembre 2024, décembre 2024, mars 2025.

Les résultats des campagnes d'analyses montrent principalement :

- la présence de PFAS sur les 4 ouvrages de prélèvement, avec des concentrations plus élevées en aval hydraulique, en particulier au niveau de Pz3,
 - Amont, Pz1 et Pz2, concentration maximale mesurée : 84 ng/L,
 - Aval, Pz3 et Pz4, concentration maximale mesurée : 312 ng/L,
- la présence de nonylphénols en amont hydraulique, principalement au niveau de Pz1 avec une concentration maximale mesurée à 0,87 µg/L,
- la présence de Cu sur les 4 ouvrages, avec les concentrations les plus élevées principalement au niveau de Pz3 en aval hydraulique, concentration maximale mesurée de 8,95 µg/L.

Cette surveillance doit être maintenue conformément à la prescription.

Au cours des échanges, l'exploitant a rappelé que l'usine a été modernisée à fin des années 1990 - début des années 2000, les anciens bâtiments ont été détruits, remplacés par de nouvelles constructions.

Les piézomètres Pz3 et Pz4 sont situées au droit de l'ancien bassin d'homogénéisation des effluents industriels (utilisation arrêtée à l'été 1999). L'exploitant n'exclut pas que cet ancien bassin ait pu être fuyard. A cette époque, l'entreprise pouvait être amenée à utiliser des produits contenant des PFAS, notamment pour l'imperméabilisation de textiles destinés à la puériculture (poussettes...).

À proximité et en lieu et place de cet ancien bassin se trouvent maintenant :

- l'usine de teinture fil,
- la fosse de reprise des effluents industriels avant envoi vers la STEP interne,
- la canalisation de transfert des effluents industriels (envoi vers la STEP interne située sur une autre parcelle).

Depuis la construction de la nouvelle usine, l'exploitant a indiqué n'avoir utilisé des produits contenant des PFAS qu'occasionnellement, notamment pour quelques campagnes de productions de nappes.

La fosse actuelle de reprise des effluents n'a pas fait l'objet de contrôles visant à surveiller son étanchéité.

L'exploitant a également précisé ne pas avoir subi d'incendie ou mené des exercices incendies qui aurait nécessité l'utilisation d'émulseurs.

Il a souligné, qu'au milieu des années 1990 (1995 ou 1996), une cuve de fioul située en amont hydraulique du site (extérieure au site) avait fui et impacté le bassin de stockage d'eau (bassin situé à proximité de Pz1, HCT mesurés à 87 µg/L une seule fois en septembre 2024).

Selon les échanges, il n'y aurait pas d'usages des eaux souterraines en aval immédiat du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations :

Pour le cas des PFAS ayant été utilisés sur le site par le passé, l'exploitant doit mener un travail de recherche de la nature des composés mis en œuvre (y compris les produits de dégradation) en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (extrait : « *Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.* »). La liste ainsi obtenue sera à comparer aux composés détectés en aval hydraulique sur les piézomètres (délai : 6 mois),

Pour le cas de la fosse enterrée de reprise des effluents, l'exploitant mettra en place un suivi de l'ouvrage afin de vérifier son intégrité et son étanchéité. L'exploitant pourra s'inspirer du guide DT 100 "surveillance des ouvrages de génie civil et structures - caniveaux et fosses humides" rédigé par l'UFIP et l'UIC (délai : 6 mois).

L'exploitant s'assurera qu'il n'y a pas d'usage des eaux souterraines en aval hydraulique du site (puits utilisés pour l'abreuvement d'animaux, arrosage de jardin, consommation humaine....) (délai : 6 mois).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : En cas de constat de pollution lors des analyses des eaux souterraines sur les piézomètres implantés en aval hydraulique du site, l'exploitant met en place une surveillance de la rivière « La Trambouze » longeant le site, selon une fréquence trimestrielle. Les prélèvements sont réalisés en périodes de hautes eaux et de basses eaux, en deux points situés respectivement en amont et en aval du site. Les analyses portent sur les paramètres visés à l'article 5.4. <u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°16 (non-conformité) :</u> Considérant l'impact constaté en PFAS au niveau des eaux souterraines en aval hydraulique des installations exploitées par TAT, la surveillance de la Trambouze telle que prévue par l'article 5.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2022 doit être maintenue. Les dernières analyses réalisées montrent que la fréquence trimestrielle imposée n'est pas respectée. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant planifiera les prochains prélèvements afin de respecter la fréquence imposée.
Constats : Depuis la précédente visite, l'exploitant a réalisé un suivi de la Trambouze selon la fréquence prescrite, en septembre 2024, décembre 2024 et mars 2025. Les résultats des analyses montrent, pour la somme des PFAS, des concentrations mesurées sur cette période entre 8,04 et 25,7 ng/L. Elles sont du même ordre de grandeur en amont et en aval, il n'est pas clairement identifié d'impact sur la Trambouze par les eaux souterraines transitant au droit de TAT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Au vu des concentrations mesurées en PFAS sur les ouvrages Pz3 et Pz4, la surveillance des eaux de la Trambouze doit être maintenue selon la fréquence prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Repérage et entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. <u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°17 (observation) :</u> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant veillera à mettre en place un capot de fermeture ou tout autre dispositif de fermeture approprié en tête des deux puits. Un dispositif de sécurité devra interdire l'accès à l'intérieur du forage, en dehors des périodes d'intervention.
Constats : La visite a permis de constater que des grilles ont été positionnées sur les deux puits visés par l'observation de la précédente inspection. Cette grille, facilement amovible et ne fermant pas

efficacement la tête du puits, ne permet pas de répondre à la demande formulée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant veillera à mettre en place un capot de fermeture ou tout autre dispositif de fermeture approprié en tête des deux puits. Un dispositif de sécurité devra interdire l'accès à l'intérieur du forage, en dehors des périodes d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°18 (observation) : Dès réception des rapports d'analyses des eaux souterraines, l'exploitant vérifiera que le nivellement NGF des piézomètres a bien été effectué. A défaut, celui-ci devra être réalisé lors de la prochaine campagne de prélèvements. L'exploitant veillera à ce que le repère du nivellement apparaisse clairement sur les ouvrages.
Constats : Les rapports de surveillance des eaux souterraines transmis depuis la précédente visite montrent que le nivellement NGF a été effectué.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Enregistrement BSS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°19 (observation) : Dès réception des rapports de forage des ouvrages (coupe, localisation précise....), l'exploitant fera inscrire les piézomètres à la banque du sous-sol du BRGM.
Constats : Les 4 piézomètres créés ont été inscrits à la banque du sous-sol BRGM.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : <u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°7 (observation) :</u> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les dispositions prises pour être en capacité d'exploiter et présenter les données de l'enregistreur en continu (pH, débit température).
Constats : L'exploitant a indiqué que désormais, les données de l'enregistreur sont extraites et stockées mois par mois sur un ordinateur. Des exemples d'extractions ont été présentés au cours de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Nonylphénols
Prescription contrôlée : Pour les nonylphénols, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous dix-huit mois, une étude technique accompagnée de tous les éléments nécessaires, afin de justifier qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables, et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur, conformément à l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation. Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution. <u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°8 (non-conformité) :</u> Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan présentant l'évolution des niveaux de rejets en nonylphénols afin d'examiner les effets de la pression exercée sur les fournisseurs. L'étude citée au cours de la visite sera transmise sous ce même délai.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection un tableau effectuant un bilan des rejets en nonylphénols en 2014 (campagnes RSDE) puis de 2021 à 2024. Il montre que le flux total annuel de la somme des nonylphénols était de 677 g/an en 2014, 536 g/an en 2021, 490 g/an en 2022, 420 g/an en 2023 et 474 g/an en 2024. Les rejets ont diminué de 2014 à 2022 pour s'établir maintenant en un peu moins de 500 g/an. Pour le cas des nonylphénols (code Sandre 1958), la concentration moyenne dans les rejets était de 7,13 µg/L en 2021, 4 µg/L en 2022, 5,73 µg/L en 2023 et 4,17 µg/L en 2024.

En considérant :

- un débit moyen de rejet de 290 m³/j (selon données Gidaf, année 2024)
- le QMna5 du milieu récepteur le Rhins : 0,149 m³/s (débit retenu lors des études RSDE)
- la concentration moyenne de 4,17 µg/L mesurée en 2024,

un tel niveau de rejet représente 31 % du flux admissible par le milieu récepteur.

L'exploitant a présenté un extrait d'une étude de mars 2016 portant sur les rejets du secteur textile.

Pour le cas de nonylphénols, cette étude indique que leur origine n'est pas liée à l'utilisation d'agents chimiques dans les procédés de fabrication par les exploitants, mais à leur présence sur les textiles écrus traités. Les teinturiers étant, comme TAT, des façonniers, ils traitent les textiles fournis par leurs clients.

Cette étude n'aborde pas le cas des possibilités de traitement à mettre en place au niveau du rejet final.

Pour le traitement des textiles, l'exploitant utilise l'eau de la Trambouze. Les analyses réalisées dans ce cours d'eau trimestriellement (dans le cadre l'APC du 3 août 2022) montrent l'absence de nonylphénols (résultats inférieurs à la LQ). La présence dans les rejets industriels de TAT ne semble donc pas liée aux eaux amonts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité

L'étude présentée n'examine pas les possibilités de traitement au niveau des rejets, elle ne permet pas de répondre complètement à la prescription.

Malgré une concentration rejetée de l'ordre de 5 µg/L, le niveau de rejet reste important en regard de l'acceptabilité du milieu récepteur. L'exploitant doit produire l'étude visée par l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2019, l'examen des possibilités de réduction doit prendre en compte les possibilités de traitement des effluents rejetés (délai : 6 mois).

L'exploitant doit maintenir le suivi des rejets en nonylphénols tel que présenté. Il doit rester vigilant sur la composition des produits mis en œuvre et, dans la mesure du possible, veillera à ce que ses clients fournissent des textiles non chargés de ces substances.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. <u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°12 (observation) :</u> Lors du prochain contrôle externe de recalage et pour les paramètres qu'il analyse en interne, l'exploitant réalisera une inter-comparaison, en effectuant une analyse du même échantillon avec son propre matériel d'autosurveillance. Les résultats de cette comparaison seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir pris note de la demande formulée lors de l'inspection de 2024. L'inter-comparaison demandée est dorénavant réalisée, les résultats sont tracés dans un tableau dédié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nouvelle activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article 181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation.
Prescription contrôlée : <u>Suivi inspection du 19 juin 2024, point de contrôle n°21 (non conformité) :</u> Le nouveau process développé par l'exploitant est à l'origine de niveau de rejets en formaldéhyde non-conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Également, il constitue une modification des conditions d'exploitation. En application des dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, si cette activité qui a été testée est maintenue sur site, l'exploitant transmettra à monsieur le préfet de la Loire, sous un délai maximal de 6 mois, un dossier de porter à connaissance permettant d'apprécier l'impact des modifications apportées aux installations. Il comprendra au minimum : <ul style="list-style-type: none">- une description de l'activité, des produits utilisés (nature, phrases de risques, quantités entreposées...), de la zone d'implantation au sein de l'usine,- une présentation de l'évolution des impacts attendus en regard des activités déjà autorisées et les dispositions prises pour les limiter, pour ce qui concerne notamment l'eau, l'air, les déchets... Pour le cas particulier des rejets atmosphériques, l'exploitant justifiera les actions correctives qu'il mettra en œuvre pour respecter la valeur limite d'émission en formaldéhyde imposée par l'article 27-7-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il se positionnera sur l'impact sanitaire des rejets atmosphériques sur la base, dans un premier temps, d'une évaluation qualitative des risques sanitaires. <ul style="list-style-type: none">- une synthèse des risques présentés par ces nouveaux produits en situation accidentelle (cette nouvelle activité est-elle susceptible de modifier les conclusions de l'étude détaillée des dangers

du dernier dossier de demande d'autorisation ?).

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis le dossier de porter à connaissance demandé à l'inspection.

En 2024, après l'inspection, aucune livraison de ces nouveaux produits n'a été réalisée (seuls quelques essais, finalisations de mise au point). L'exploitant pensait avoir perdu le marché, c'est la raison pour laquelle un dossier de porter à connaissance n'a pas été déposé.

Puis finalement, début 2025, l'exploitant a eu l'autorisation par ses donneurs d'ordre de livrer des marchandises, 3 lots sont produits par semaine (1 lot = environ 1400 m de tissu).

Pour résoudre la problématique des dépassements de la valeur limite d'émission en formaldéhyde, l'exploitant a engagé les démarches suivantes :

- nettoyage une fois par mois du système de traitement des fumées,
- réduction de la concentration du produit à l'origine du rejet en formaldéhyde dans la composition du bain d'apprêt,
- diminution de la température de traitement dans le four.

Une nouvelle analyse des rejets atmosphériques n'a pas encore été réalisée pour mesurer l'efficacité des actions menées. Par courrier électronique du 14 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis confirmant qu'une analyse est bien prévue sur ce paramètre pour l'année 2025.

Les échanges ont également permis de mettre en évidence la mise en œuvre d'un produit comportant des polymères fluorocarbonés et N, N-diméthyl-C12-14-(nombre pair)-alkyl-1-amines. Des doutes ont été émis sur la possible émission de PFAS dans l'air.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Considérant l'incertitude qui a pesé sur l'exploitant pour le maintien de cette activité au cours de l'année 2024, l'inspection ne propose pas à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement (mise en demeure) pour l'absence de dépôt de dossier de porter à connaissance

Depuis début 2025, cette activité se confirmant, l'inspection réitère la demande formulée dans le précédent rapport d'inspection :

En application des dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, l'exploitant transmettra à monsieur le préfet de la Loire, **sous un délai maximal de 6 mois**, un dossier de porter à connaissance permettant d'apprécier l'impact des modifications apportées aux installations. Il comprendra au minimum :

- une description de l'activité, des produits utilisés (nature, phrases de risques, quantités entreposées...), de la zone d'implantation au sein de l'usine,
- une présentation de l'évolution des impacts attendus en regard des activités déjà autorisées et les dispositions prises pour les limiter, pour ce qui concerne notamment l'eau, l'air, les déchets...Il se positionnera sur l'impact sanitaire des rejets atmosphériques sur la base, dans un premier temps, d'une évaluation qualitative des risques sanitaires,
 - pour le cas particulier du formaldéhyde, l'exploitant justifiera de l'efficacité des actions correctives, mises en œuvre pour respecter la valeur limite d'émission en formaldéhyde, imposée par l'article 27-7-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 par une analyse des rejets atmosphériques. Si elle met en évidence un nouveau dépassement, d'autres actions correctives devront être engagées.

- pour la suspicion d'émission de PFAS dans les rejets atmosphériques, l'exploitant interrogera son fournisseur sur les substances susceptibles d'être émises (y compris les produits de dégradation) compte tenu des températures maximum de traitement.
- une synthèse des risques présentés par ces nouveaux produits en situation accidentelle (cette nouvelle activité est-elle susceptible de modifier les conclusions de l'étude détaillée des dangers du dernier dossier de demande d'autorisation ?).

Pour le cas particulier des émissions de Formaldéhyde et des PFAS, des premiers éléments (résultats d'analyses, informations recueillis auprès du fournisseur) seront transmis **sous un délai de 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 et 6 mois

N° 11 : Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, conformité à l'AP et aux AMPG 2910

Prescription contrôlée :

Installations de combustion :

- 1 chaudière (production de vapeur industrielle) alimentée en gaz naturel (ou fuel domestique en secours) : 10,783 MW
- 1 chaudière de secours alimentée au gaz naturel : 11,5 MW

Constats :

La chaudière appelée "chaudière de secours" a été supprimée et ne sera pas remplacée.

Seule est présente sur le site la chaudière destinée à la production de vapeur :

- puissance utile maximale : 10,8 MW
- combustible utilisé : gaz naturel, fioul en secours
- date de mise en service : 5 juillet 2005
- sans système de traitement des fumées
- remplacement de l'automate et du brûleur fin 2023 (brûleur bas NOx mixte fioul/gaz), puissance maximale du brûleur : 9 MW
- durée annuelle de fonctionnement : env 4860 heures/an (dont environ 1400 heures à un régime ralenti).

Le tableau de classement de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 sera mis à jour pour intégrer la suppression de la "chaudière de secours" à l'occasion de modifications plus importantes.

Type de suites proposées : Sans suite

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de combustion exploitée par TAT a une puissance thermique nominale supérieure à 5 MW.</p>

A la date de la visite objet du présent rapport, l'exploitant n'a pas déclaré les informations prévues par l'article R 515-114 du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant réalisera la déclaration des données prévue par l'article R 515-114 du code de l'environnement. Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – Puissance totale > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024
Prescription contrôlée : I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...] Polluants : SO ₂ (mg/Nm ³) / NO _x (mg/Nm ³) / Poussières (mg/Nm ³) Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / - Gaz naturel, Biométhane : P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13)/ - Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm ³) (3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO _x : 150 (6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NO _x : 225 (7)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO _x : 150 (8)Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NO _x : 225 (12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an NO _x : 200 (13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NO _x : 120 Valeur limite d'émission fixée par l'article 3.2.3 de l'AP du 21/07/2010 : NO _x : 100 mg/Nm ³
Constats : La valeur limite d'émission en NO _x de 100 mg/Nm ³ applicable au site est celle fixée par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 car plus restrictive que celle fixée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

La concentration mesurée lors des deux dernières campagnes d'analyse est de :

- 9 mai 2023 : 60,13 mg/Nm³
- 4 avril 2024 : 53,41 mg/Nm³

La valeur limite d'émission est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25

Prescription contrôlée :

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Fioul domestique :

P ≥ 5 : - / 150 (3) / - / 100

Gaz naturel, Biométhane :

P ≥ 10 : - / 120 (2) / - / 100

Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³) :

(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 150

(3) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NO_x : 200

Valeur limite d'émission fixée par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2010 : NO_x : 100 mg/Nm³

Constats :

A compter du 1er janvier 2025, la valeur limite d'émission en NO_x de 100 mg/Nm³ imposée par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 reste applicable aux installations car plus restrictive que celle fixée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

L'arrêté ministériel du 3 août 2018 a introduit une valeur limite d'émission de 100 mg/Nm³ pour le paramètre CO (non réglementé par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010). Avant l'entrée en vigueur de cette disposition, l'exploitant procédait déjà aux analyses de ce paramètre, les campagnes d'analyses de 2023 et 2024 avait montré des concentrations respectivement de 3,75 et 2,64 mg/Nm³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 8.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
Prescription contrôlée : Conduit n°1 : bâtiment chaufferie. Fréquence des analyses : annuelle. Article 6.3.II de l'AM du 03/08/2018 : II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
Constats : La fréquence annuelle des analyses imposée par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 est respectée. L'arrêté préfectoral impose la surveillance des paramètres : poussières, SO ₂ , NO _x .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Au vu des modifications introduites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018, la surveillance à assurer pour les effluents atmosphériques de la chaudière peut être ajustée par l'exploitant et porter uniquement sur les paramètres NO_x et CO . Les valeurs limites d'émission sont : NO_x : 100 mg/Nm³, CO : 100 mg/Nm³ (concentration en O₂ de référence : 3%) L'arrêté préfectoral réglementant les activités du site sera mis à jour à l'occasion de modifications plus importantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an
Prescription contrôlée : III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.
Constats : La chaudière dite de secours a été supprimée, il n'existe plus sur le site d'appareil de combustion fonctionnant moins de 500 h/an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Évaluation de la conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Évaluation de la conformité aux VLE
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : L'examen des résultats d'analyses de 2023 et 2024 montre que les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
Constats : L'installation de combustion n'est pas équipée d'un système de traitement des fumées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : L'exploitant a été en capacité de présenter le livret de la chaufferie, régulièrement renseigné lors des différentes opérations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2010, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau non potable
Prescription contrôlée : ... Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. ...
Constats : Lors de la visite dans le local chaudière, il a été constaté la présence d'un évier avec des robinets alimentés à partir de l'eau de la Trambouze. Des marquages sont présents mais ne permettent pas clairement d'identifier qu'il s'agit d'eau non potable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non conformité :</u> Sous un délai de 1 mois, un marquage facilement visible devra permettre d'identifier les robinets alimentés à partir d'eau non potable dans le local chaufferie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois